

Perspectives économiques 2026¹

Au 3^e trimestre 2025, l'économie belge a progressé de 0,3% comparativement au trimestre précédent, ce rythme de croissance étant pratiquement similaire à ceux des deux premiers trimestres. Nos estimations indiquent que l'économie belge a évolué à un rythme de croissance légèrement plus soutenu au 4^e trimestre, ce qui porte sa croissance moyenne sur l'ensemble de l'année à 1,1%.

Service d'analyse économique de l'IRES

En 2026, la croissance de l'économie belge devrait encore être modeste. Malgré la baisse de l'inflation et l'amélioration de la confiance des ménages et, plus modestement, de celle des entreprises, la croissance de la demande intérieure sera freinée par une faible progression du pouvoir d'achat des ménages, due notamment à la réforme du chômage, et par les mesures d'austérité budgétaire prises aux différents niveaux de pouvoir en Belgique. On s'attend également à ce que la croissance de la demande étrangère soit encore affaiblie en 2026, en raison d'un manque de dynamisme de l'activité industrielle en zone euro et, plus généralement, d'un ralentissement de la croissance du commerce international consécutif au retour de politiques commerciales protectionnistes.

Selon ces perspectives, la croissance de l'économie belge serait de 1,0% en 2026.

En 2026, la croissance de l'emploi devrait légèrement se raffermir. Dans ce contexte, et en comptant que les nouvelles dispositions fédérales relatives à la durée d'attribution des allocations de chômage entraîneront probablement un retrait de la population active d'une partie des chômeurs qui perdront prochainement leur allocation de chômage, le chômage devrait reculer en 2026.

Fin 2025, le taux d'inflation générale était de 2,1%, comparativement à 3,2% fin 2024. L'inflation devrait encore faiblir légèrement en 2026, où elle atteindrait 1,9% en fin d'année.

Au terme des trois premiers trimestres de 2025, durant lesquelles l'activité économique en Belgique a progressé à un rythme modéré, la croissance accumulée du PIB est de 1,0%. Selon les prévisions établies par notre modèle de prévision

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de janvier 2026 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <https://uclouvain.be/fr/node/9209>.



ENCADRÉ 1

Résumé des prévisions pour la Belgique

- L'économie belge devrait croître de **0,1%** en 2026.
- L'emploi **augmenterait** d'environ **40.000** unités entre fin 2025 et fin 2026.
- Le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés **diminuerait** d'environ **21.000** personnes entre fin 2025 et fin 2026.
- L'inflation générale des prix à la consommation s'élèverait en moyenne à **1,9%** en 2026.
- Le déficit budgétaire des administrations publiques atteindrait **5,1%** en 2026.

immédiate à partir d'un large éventail d'indicateurs, **la progression de l'activité économique belge s'est très légèrement raffermie au dernier trimestre 2025, l'évolution du PIB belge étant estimée à 0,35% entre septembre et décembre** (graphique 1)². Sur base de cette prévision, **la croissance de l'économie belge sur l'ensemble de l'année 2025 atteint 1,1%**.

En 2026, l'expansion de l'économie belge devrait se poursuivre à des rythmes trimestriels toujours modérés (graphique 1). En effet, malgré la baisse de l'inflation et l'amélioration de la confiance des ménages et, plus modestement, de celle des entreprises, la croissance de la demande intérieure sera freinée par une faible progression du pouvoir d'achat des ménages, due notamment à la réforme du chômage, et par les mesures d'austérité budgétaire prises aux différents niveaux de pouvoir en Belgique. On s'attend également à ce que la croissance de la demande étrangère soit encore affaiblie en 2026, en raison d'un manque de dynamisme de l'activité industrielle en zone euro et, plus généralement, d'un ralentissement de la croissance du commerce international consécutif au retour de politiques commerciales protectionnistes.

Après avoir été très soutenue durant le second semestre 2024, la croissance de la **consommation privée** a sensiblement ralenti en 2025. Ce ralentissement est particulièrement notable au 3^e trimestre, durant lequel la consommation des ménages s'est relevée de seulement 0,1% par rapport au trimestre précédent. Bien que l'inflation soit en baisse, que les créations d'emplois soient plus nombreuses et que la confiance générale des ménages se soit fortement redressée en 2025 et soit à nouveau largement supérieure à sa moyenne de long terme, nous prévoyons que la consommation des ménages conservera une expansion modeste en 2026. Le pouvoir d'achat agrégé des ménages devrait en effet progresser très lentement en 2026. La principale raison à cela est l'entrée en vigueur début 2026 de la réforme du chômage décidée par le gouvernement fédéral. Cette réforme, qui acte la limitation à 2 ans maximum de la durée d'octroi des allocations de chômage, impliquera une diminution importante de revenus de prestations sociales en 2026. Dans ce contexte, en comptant par ailleurs que les augmentations salariales barémiques et réelles autorisées par l'accord interprofessionnel seront encore nulles en 2026, le revenu disponible réel des ménages au niveau macroéconomique devrait se relever de seulement 0,5% en 2026. S'agissant de la confiance des ménages, alors que les enquêtes montrent que celle-ci s'est nettement améliorée en 2026, il convient de noter, d'une part, que cette amélioration est probablement artificielle en raison d'une perception biaisée de la situation du chômage par les ménages suite à la réforme évoquée plus haut et, d'autre part, que la confiance des ménages à propos de l'évolution future de leur situation financière était encore fragile fin 2025. **En 2025, la croissance annuelle moyenne**

² Selon les modèles de prévision de la BNB, la croissance de l'économie belge au 4^e trimestre 2025 serait de l'ordre de 0,3%.
Source : National Bank of Belgium, *Business Cycle Monitor*, December 2025.



de la consommation privée devrait atteindre +1,7% (dont 1,7 ppc déjà acquis à la fin du 3^e trimestre). Elle ne serait plus que de +0,9% en 2026.

Depuis le 2^e trimestre 2023, l'**investissement résidentiel** est continuellement en recul. C'est ainsi que, au 3^e trimestre 2025, il s'est encore contracté de 2,4% comparativement au trimestre précédent. Les perspectives à court terme restent maussades. La demande pour les travaux de construction et de rénovation résidentielle a en effet fortement diminué en 2025³. En août 2025, le nombre de permis de bâtir accordés depuis le début de l'année pour des travaux de construction (réovation) était en effet en baisse de -13% (-4%) par rapport à la même période un an plus tôt. On observe par ailleurs dans les enquêtes de conjoncture que, en décembre, les entreprises de gros œuvre résidentiel émettaient toujours une opinion pessimiste à propos du niveau de leur carnet d'ordres. Cette opinion s'est toutefois quelque peu améliorée au cours des derniers mois, ce qui laisse entrevoir un possible début d'amélioration courant 2026. **En 2025, l'investissement résidentiel devrait accuser un recul particulièrement marqué sur l'ensemble de l'année : -9,2%. Il serait encore en baisse sur l'ensemble de l'année 2026, mais de manière nettement moins dramatique : -4,1%.**

L'investissement des entreprises a augmenté d'une manière très significative en 2025. Ce fut notamment le cas au 3^e trimestre, avec une hausse de 2,8% comparativement au trimestre précédent, selon les données récentes des comptes nationaux de l'ICN. En l'absence de fortes pressions de la demande, cette progression soutenue de l'investissement semble être principalement due aux dépenses engagées par les entreprises dans l'automatisation et la digitalisation de leurs activités, d'une part, et dans l'amélioration de leurs performances énergétiques, d'autre part. Fin 2025, les pressions de la demande étaient encore très contenues dans les principaux secteurs d'activité économique. C'est tout particulièrement le cas dans l'industrie manufacturière, les entreprises du secteur ayant une opinion toujours très pessimiste à propos du niveau de leur carnets de commande totale. Pourtant, leurs perspectives de la demande s'étaient fortement relevées en milieu d'année, mais leur optimisme est nettement retombé en fin d'année. Dans ce contexte, les investissements d'extension devraient rester limités en 2026, d'autant que l'environnement économique international demeure perturbé par les aléas de la nouvelle politique commerciale des Etats-Unis. D'autres facteurs pourraient néanmoins soutenir l'investissement des entreprises en 2026. D'une part, les conditions financières demeurent globalement favorables. D'autre part, les entreprises devraient poursuivre leurs investissements dans le domaine de l'intelligence artificielle et dans le domaine énergétique⁴. **En 2025, la croissance de l'investissement des entreprises devrait atteindre +2,9% (dont 2,7 ppc déjà acquis à la fin du 3^e trimestre). Elle resterait très favorable en 2026 : +4,2%.**

Après une évolution positive au 1^{er} trimestre 2025, les **exportations belges de biens et services** se sont contractées lors des deux trimestres suivants. Elles devraient aussi être en recul sur l'ensemble de l'année 2025 : -0,9%. Fin 2025, l'appréciation des industriels belges à propos du niveau de leurs carnets de commandes étrangères était moins négative qu'elle ne l'était en début d'année, ce qui tend à suggérer que la croissance trimestrielle des exportations belges pourrait redevenir positive en 2026. Nous n'anticipons toutefois qu'une progression modeste à court terme. En effet, en raison du retour de politiques commerciales protectionnistes au niveau mondial, initié par la forte hausse des droits de douane aux Etats-Unis, la croissance des échanges commerciaux internationaux devrait être fortement

³ Il est habituel de considérer qu'il existe un délai d'environ 9 à 12 mois entre la date d'octroi du permis et le début de la réalisation des projets de construction.

⁴ Google a notamment annoncé pour 2026-2027 un investissement de 5 milliards € dans ses centres de données localisés dans le Hainaut.



Tableau 1. Hypothèses
(données fin de période)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Prix du pétrole ¹	88,0	85,0	93,0	74,0	61,0	60,0
Taux de change Euro/US \$	1,12	1,06	1,06	1,04	1,17	1,19
Taux de politique monétaire : Etats-Unis ²	0,00	4,50	5,50	4,25	3,50	3,00
Taux de politique monétaire : zone euro ³	0,00	2,00	4,00	3,00	1,75	1,75

¹ Baril de Brent, en \$

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux, en %

³ Taux repo de la BCE, en %

ralentie en 2026, ce qui aura pour effet de tempérer le dynamisme de l'activité industrielle en zone euro et, par voie de conséquence, des échanges industriels intra-européens. Ainsi, **en 2026, la croissance des exportations belges de biens et services serait limitée à +0,8% (en base annuelle moyenne)**.

En 2025, le profil d'évolution des **importations belges de biens et services** fut similaire celui des exportations. Leur croissance sur l'ensemble de l'année serait également négative : -0,6%. Dès lors que, en Belgique, l'évolution des importations de biens et services est fortement déterminée par celle des exportations, d'une part, et celle de la demande intérieure privée, d'autre part, **les importations devraient se redresser légèrement en 2026, en affichant une croissance annuelle moyenne de +1,2%**.

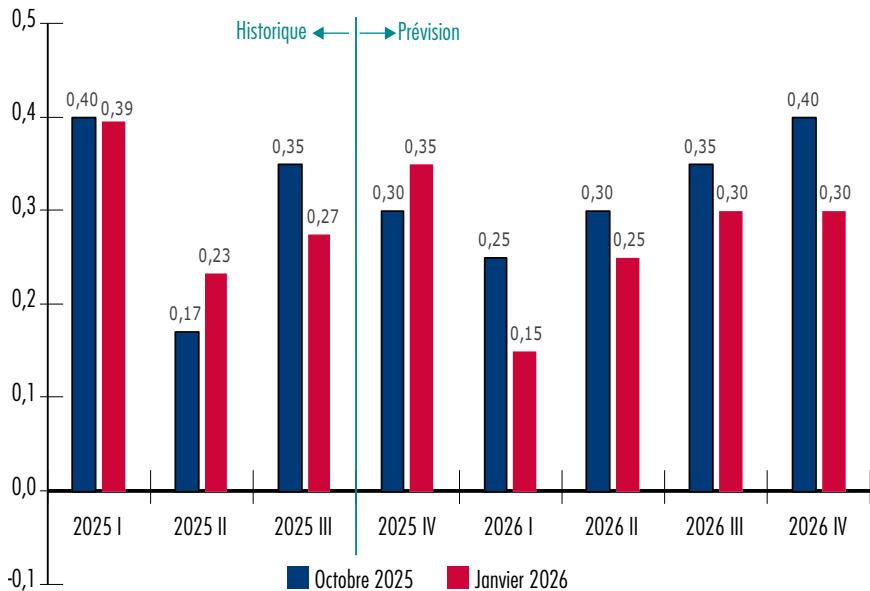
En 2025, la **contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB belge** devrait être négative : -0,2 ppc. Compte tenu des évolutions projetées des échanges extérieurs, elle **serait encore négative en 2026 : -0,3 ppc**.

Au total, la croissance de l'économie belge s'élèverait à +1,0% en 2026.

Alors qu'elles étaient encore très modestes en début d'année, les créations d'**emplois** sont apparues nettement plus nombreuses au 3^e trimestre 2025, 11.000 emplois nets ayant été créés entre juin et septembre, portant à +21.200 le nombre total d'emplois créés sur les neuf premiers mois de 2025. Ces résultats pourraient

Graphique 1. Projections de la croissance trimestrielle du PIB réel de la Belgique

Source : ICN
Calculs : IRES
Prévisions : Service d'analyse économique de l'IRES



éventuellement marquer le début d'une reprise plus durable de l'emploi, laquelle serait notamment soutenue par les réformes récentes du marché du travail en Belgique, dont notamment celle ayant pour effet de limiter à deux ans maximum la durée de perception d'une allocation de chômage. Selon une vision moins optimiste, d'autres éléments suggèrent au contraire que **les créations d'emplois ne seront pas plus nombreuses à l'avenir**. D'une part, selon les données récentes des comptes nationaux, l'essentiel des créations d'emplois enregistrées au 3^e trimestre provient du secteur de la santé et de l'action sociale. Il s'agit dès lors probablement d'un phénomène temporaire : bien que des informations plus précises ne soient pas disponibles, ces emplois pourraient en effet avoir comme origine l'augmentation des effectifs des CPAS, lesquels se préparent à un afflux important de nouveaux demandeurs en 2026, en raison de la réforme du chômage⁵. D'autre part, comme expliqué ci-dessus, nous prévoyons que la croissance économique belge restera modeste en 2026. Les chefs d'entreprise considèrent par ailleurs que la conjoncture économique générale demeure fragile et incertaine⁶. Ce contexte les incite à la prudence, comme on peut l'observer dans les résultats des dernières enquêtes mensuelles de conjoncture où il apparaît que les intentions d'embauches dans le secteur des services aux entreprises ont fortement reculé au dernier trimestre au point de se retrouver en décembre à un de leur plus bas niveau depuis la crise sanitaire. C'est en fonction de ces éléments que nous estimons que **l'emploi intérieur en Belgique augmentera de +40.000 personnes endéans 2026, après une augmentation de +31.000 personnes endéans 2025**⁷.

S'agissant du **chômage**, malgré une stabilisation au dernier trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi *inoccupés* (DEI) relevé en novembre était supérieur de 7,9% comparativement à son niveau un an plus tôt. Cette hausse, qui est due pour partie à des raisons administratives⁸, rend compte également du peu d'emplois créés en 2024 et durant la première moitié en 2025, la hausse de l'emploi étant de ce fait inférieure à celle de la population active. En 2026, selon nos projections, l'évolution de l'emploi devrait redevenir légèrement supérieure à celle de la population active, qui devrait fortement faiblir en raison de la réforme du chômage⁹. Nous prévoyons ainsi que **le nombre de DEI diminuera de -20.800 personnes endéans 2026, après avoir augmenté de +37.800 personnes endéans 2025**¹⁰. En octobre 2025, le taux de chômage harmonisé Eurostat était de 6,4%. Il atteindrait 6,1% fin 2026.

Les pressions inflationnistes se sont nettement atténuées en 2025. C'est ainsi que, en décembre, le taux d'inflation générale, calculé comme la hausse sur un an de l'indice général des prix à la consommation, était de +2,1%, comparativement à +4,1% en début d'année. Ce ralentissement de l'inflation s'explique principalement par un tassement des prix de l'énergie, lesquels ont diminué de -5,0% entre décembre 2024 et décembre 2025 alors que, en janvier, leur évolution sur un an était de +15,9%. Les prix du gaz et du pétrole, qui s'étaient sensiblement relevés en début d'année, se sont en effet nettement repliés à partir de la fin du 1^{er} trimestre. Les pressions inflationnistes sous-jacentes ont en revanche peu dimi-

⁵ Dès lors que la durée de réception d'une allocation de chômage est à présent limitée à maximum 2 ans, les services des CPAS seront fortement sollicités début 2026 par les personnes nouvellement exclues du chômage.

⁶ Voir à ce sujet les résultats de l'enquête NBB Business Echo de décembre 2025.

⁷ Les variations *endéans* l'année sont les variations mesurées entre la fin d'une année donnée (ex. 2026) et la fin de l'année qui précède (ex. 2025).

⁸ En janvier 2022, les règles d'inscription des demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) inscrits librement ont été modifiées. Depuis cette date, les DEI appartenant à cette catégorie ne doivent plus faire de démarche de réinscription après trois mois comme auparavant. Dans le but d'améliorer leur accompagnement par les services du Forem, ils sont désormais inscrits à durée indéterminée. De manière mécanique, cette nouvelle règle a gonflé progressivement le nombre total des DEI.

⁹ Il est en effet attendu qu'une partie des personnes qui perdront leur allocation de chômage cesseront d'être actives sur le marché du travail.

¹⁰ Les projections de chômage (DEI) sont établies à partir des données mensuelles de DEI désaisonnalisées.



nué depuis 2025. En décembre, l'indice d'inflation sous-jacente était en effet de +3,0%, comparativement à +3,1% en janvier.

Les pressions inflationnistes devraient rester modérées en 2026. D'une part, en raison de la perspective d'une croissance économique modérée au niveau mondial, les prix mondiaux du pétrole et du gaz devraient se stabiliser à leur bas niveau actuel sur la période de projection¹¹. D'autre part, même si elles ont quelque peu augmenté fin 2025, les pressions inflationnistes sous-jacentes devraient rester contenues à l'avenir. Les entreprises interrogées récemment par la BNB soulignent en effet que l'inflation salariale s'est nettement modérée en 2025¹² et, en raison du plafonnement de l'indexation salariale décidé par le gouvernement fédéral, elle devrait le rester en 2026. Selon l'accord budgétaire conclu fin 2025 au niveau fédéral, la fiscalité (TVA, accises) appliquée à plusieurs biens et services devrait s'alourdir en 2026. L'inflation sous-jacente ne devrait par conséquent pas baisser de manière significative en 2026.

Selon l'évolution des différentes catégories de prix qui est anticipée, le taux annuel d'inflation générale devrait converger à +1,9% à la fin 2026. En base annuelle moyenne, l'inflation générale s'établirait à +1,9% en 2026, comparativement à +2,5% en 2025.

En décembre 2025, l'indice-pivot a été dépassé. Selon nos projections, **l'indice-pivot sera à nouveau dépassé en décembre 2026.**

Risques

Les perspectives qui viennent d'être présentées sont principalement exposées à des risques de dégradation (cf. encadré 2). Trois principaux risques sont selon nous à considérer.

D'une part, la croissance économique mondiale n'est pas à l'abri **d'un nouveau relèvement des droits de douane** par les Etats-Unis et par d'autres pays en représailles. Par ailleurs, la politique commerciale des Etats-Unis a connu de nombreux aléas en 2025 et une incertitude élevée entoure toujours celle-ci, laquelle pourrait en effet avoir des répercussions plus importantes que prévu sur l'économie mondiale et sur l'économie des pays fortement impactés par les hausses tarifaires, comme le sont notamment la Chine et les pays européens.

D'autre part, les **pressions inflationnistes** engendrées par la hausse des droits de douane aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays en représailles pourraient être plus fortes et plus durables qu'attendu. De tels développements auraient pour effet de ralentir davantage la progression du pouvoir d'achat des ménages. La perspective de nouveaux assouplissements de la politique monétaire aux Etats-Unis et dans les autres pays avancés serait également compromise, freinant de ce fait une reprise de l'investissement (résidentiel et non résidentiel) et de la consommation de biens durables.

Un autre risque, de nature financière, provient de la **valorisation élevée des actifs boursiers**, notamment ceux attachés aux grandes entreprises technologiques dont celles actives dans le domaine de l'intelligence artificielle. En effet, une correction importante des valeurs boursières actuelles pourrait avoir lieu dans le cas où l'impact économique du déploiement des nouvelles technologies issues de l'IA s'avérerait être moindre qu'escompté. Si c'était le cas, les ménages ayant un patrimoine financier important auraient à subir des pertes de richesse significatives, de même que le bilan de certaines grandes banques et entreprises pourrait

¹¹ Fin décembre 2025, le prix du pétrole (Brent) et le prix du gaz (Dutch TTF) s'élevaient à respectivement 61\$ le baril et 27€ le kWh. Les prévisions des marchés financiers pour fin 2026 étaient de respectivement 60\$ le baril et 27€ le kWh.

¹² Source : NBB Business Echo, December 2025.



... Risques

se dégrader sensiblement. Une réévaluation à la baisse des retours économiques attendus de l'IA pourrait aussi mettre un frein aux investissements dans les logiciels, équipements et infrastructures liés aux IA, lesquels ont été particulièrement importants en 2025.

Tableau 2. Prévisions belges et internationales (pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, sauf indications contraires)

Sources : ICN, Belgostat, INS
Prévisions : IRES

	2021	2022	2023	2024	2025 ^P	2026 ^P
Environnement international						
PIB Etats-Unis	6,1	2,5	2,9	2,8	2,1	1,9
PIB Zone euro	6,2	3,6	0,5	0,8	1,5	1,2
PIB Chine	8,1	3,0	5,2	5,0	5,0	4,4
Commerce international	10,6	4,2	0,6	3,6	3,8	2,5
Économie belge						
PIB	6,3	4,0	1,7	1,1	1,1	1,0
Consommation privée	5,6	3,7	1,1	2,0	1,7	0,9
Consommation publique	4,2	3,2	2,7	1,8	1,0	1,0
Investissement	4,3	2,5	3,1	1,9	-0,5	2,8
Entreprises	4,3	3,4	3,5	3,1	2,9	4,2
Ménages	4,2	1,9	0,6	-6,9	-9,2	-4,1
Administrations	4,7	-1,5	5,7	11,6	-5,1	5,1
Demande intérieure (hors variation de stocks)	4,9	3,3	1,9	1,9	1,0	1,4
Variation des stocks ¹	-0,2	1,1	-0,4	-0,5	0,3	0,0
Demande intérieure totale	4,7	4,3	1,5	1,4	1,3	1,3
Exportations de biens et services	14,7	3,1	-7,2	-1,7	-0,9	0,8
Importations de biens et services	12,8	3,5	-7,6	-1,3	-0,6	1,2
Exportations nettes ¹	1,6	-0,3	0,2	-0,4	-0,2	-0,3
Prix à la consommation	2,4	9,6	4,1	3,1	2,5	1,9
Indice «santé»	2,0	9,2	4,4	3,3	2,6	2,0
Revenu disponible réel des ménages	2,4	-0,9	2,3	0,9	1,0	0,5
Taux d'épargne des ménages ²	16,9	13,1	14,2	13,2	12,5	12,2
Emploi intérieur	1,7	1,9	0,8	0,3	0,4	0,7
Demandeurs d'emploi inoccupés	-6,0	-2,3	7,8	7,0	5,5	-2,6
Taux de chômage	6,3	5,6	5,5	5,7	6,2	6,0
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-5,4	-3,6	-4,0	-4,4	-5,2	-5,1

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible



ENCADRÉ 2

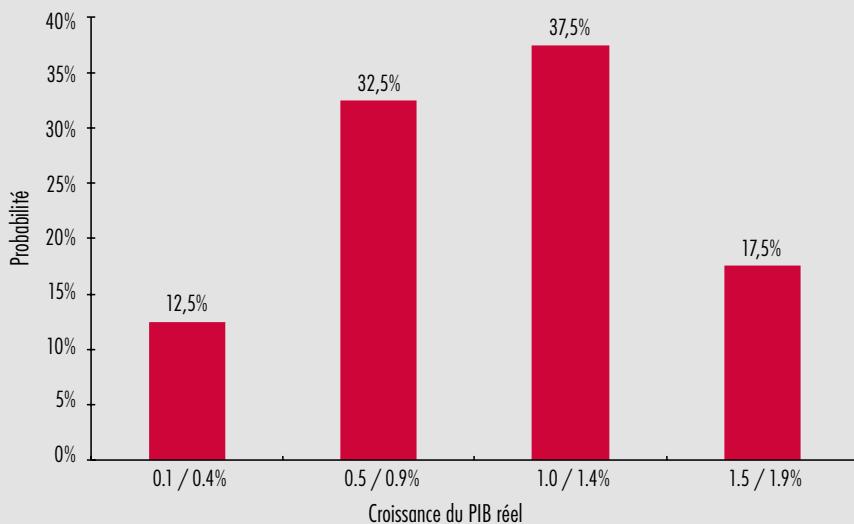
La prévision... au-delà du chiffre de croissance du PIB

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, les graphiques ci-dessous visent à combler cette lacune d'une manière simple *.

Graphique A. Prévisions 2026

Source : IRES, Service d'analyse économique

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart, avec la collaboration de Aurélie Bertrand, Vincent Bodart, Margaux Clarr, Florian De Bundel, Charles De Pierpont, Alain Guillet, Marouane Masnaoui, Vincent Notte, Leïla Van Keirsbilck.

Les auteurs sont chercheurs à l'IRES sauf Leïla Van Keirsbilck qui est chercheuse au CORE et Aurélie Bertrand et Alain Guillet qui sont au SMCS.

REGARDS ÉCONOMIQUES

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve
regard-ires@uclouvain.be
tél. 010 47 34 26
www.regards-economiques.be



Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Secrétaire de rédaction :

Séverine Dinjar

Secrétariat & logistique :

Virginie Leblanc

Graphiste :

Dominique Snyers

Comité de rédaction :

Paul Belleflamme

Vincent Bodart

Muriel Dejemeppe

Gilles Grandjean

Jean-François Maystadt

William Parienté

Sandy Tubeuf

Bruno Van der Linden

Frédéric Vrins

